EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL

Conseil du 25 septembre 2023

Délibération n° 2023-1859

Commission pour avis : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

Commission(s) consultée(s) pour information :

Commune(s) :

Objet : Budget supplémentaire - Décision modificative n° 1 pour 2023

Service : Délégation Pilotage ingénierie administrative et financière - Direction Finances et contrôle de gestion

Rapporteur : Monsieur Bertrand Artigny

Président : Monsieur Bruno Bernard

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 150

Date de convocation du Conseil : vendredi 8 septembre 2023

Secrétaire élu(e) : Monsieur Nicolas Barla

Présents : Mme Arthaud, M. Artigny, Mme Asti-Lapperrière, M. Athanaze, Mme Augey, M. Azcué, M. Badouard, M. Bagnon, M. Barge, M. Barla, Mme Baume, M. Ben Itah, Mme Benahmed, M. Benzeghiba, M. Bernard, M. Blache, M. Blanchard, M. Blein, Mme Boffet, Mme Borbon, Mme Bouagga, Mme Bramet-Reynaud, Mme Brossaud, M. Brumm, Mme Brunel Vieira, M. Bub, M. Buffet, Mme Burillon, Mme Burricand, Mme Cabot, M. F. Camus, M. J. Camus, Mme Cardona, Mme Carrier, Mme Chadier, M. Chambon, M. Chihi, M. Cochet, Mme Coin, Mme Collin, M. Corazzol, Mme Crédoz, Mme Creuze, Mme Croizier, M. Dalby, M. Da Passano, M. David, M. Debù, Mme Dehan, Mme Delaunay, M. Diop, M. Doganel, M. Doucet, Mme Dubois Bertrand, Mme Dubot, Mme Dupuy, Mme Duvivier Dromain, Mme El Faloussi, Mme Etienne, Mme Fontaine, Mme Fontanges, Mme Fournillon, Mme Fréty, Mme Frier, M. Galliano, M. Gascon, Mme Geoffroy, Mme Georgel, M. Girard, Mme Giromagny, M. Godinot, M. Gomez, M. Grivel, Mme Grosperin, M. Groult, M. Guelpa-Bonaro, Mme Guerin, M. Haon, Mme Hémain, Mme Jannot, Mme Khelifi, M. Kimelfeld, M. Kohlhaas, Mme Lagarde, M. Lassagne, Mme Leцерf, M. Le Faou, M. Legendre, M. Longueval, M. Lungenstrass, M. Maire, M. Marguin, M. Millet, M. Mône, M. Monot, Mme Moreira, M. Novak, Mme Panassier, M. Payre, M. Pelaez, Mme Percet, M. Perez, Mme Perriet-Roux, Mme Perrin-Gilbert, Mme Petiot, M. Petit, Mme Picard, Mme Picot, M. Pillon, Mme Popoff, M. Portier, Mme Pouzergue, Mme Prost, M. Quiniou, M. Rantonnet, M. Ray, Mme Reveyrand, Mme Roch, M. Rudigoz, Mme Runel, Mme Saint-Cyr, Mme Sarselli, Mme Sechaud, M. Seguin, M. Sellès, Mme Sibeud, M. Smati, Mme Subaï, M. Thevenieau, M. Uhlrich, Mme Vacher, M. Van Styvendael, M. Vergiat, Mme Vessiller, M. Vieira, M. Vincendet, M. Vincent, Mme Vullien, M. Vullierme, Mme Zdorovtsoff.

Absents excusés : M. Charmot (pouvoir à Mme Sarselli), M. Cohen (pouvoir à M. Quiniou), M. Collomb (pouvoir à M. Pelaez), Mme Corsale (pouvoir à M. Gascon), Mme Crespy (pouvoir à M. Petit), M. Devinaz (pouvoir à Mme Reveyrand), Mme Edery (pouvoir à Mme Sechaud), M. Geourjon (pouvoir à Mme Sibeud), M. Marion (pouvoir à Mme Popoff), Mme Nachury (pouvoir à M. Lassagne).

Conseil du 25 septembre 2023**Délibération n° 2023-1859**

Commission pour avis : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

Commission(s) consultée(s) pour information :

Commune(s) :

Objet : Budget supplémentaire - Décision modificative n° 1 pour 2023

Service : Délégation Pilotage ingénierie administrative et financière - Direction Finances et contrôle de gestion

Le Conseil,

Vu le rapport du 6 septembre 2023, exposant ce qui suit :

La décision modificative n° 1 a pour objet l'affectation des résultats de l'exercice 2022, constatés dans le compte financier unique (CFU) 2022, approuvé par délibération du Conseil n° 2023-1738 du 26 juin 2023, et divers ajustements de crédits sur l'exercice 2023.

Les propositions relatives à la décision modificative n° 1, tous mouvements, sont présentées pour chaque budget de la Métropole de Lyon. Les principales variations d'inscriptions, en mouvements réels, sont commentées par chapitre budgétaire. La révision des autorisations de programme et d'engagement figure en 2^{ème} partie de la présente délibération.

À l'issue de cette étape budgétaire, les crédits de paiement de l'ensemble des budgets (non retraités) de la Métropole s'élèvent à 2 969 M€ en dépenses réelles de fonctionnement et à 3 146,3 M€ (hors reprise des résultats de l'exercice antérieur) en recettes réelles de fonctionnement.

Ils atteignent 1 201,6 M€ en dépenses réelles d'investissement hors reprise des résultats de l'exercice antérieur et 1 027,9 M€ en recettes réelles d'investissement, dont 730 M€ en dépenses et 98 M€ en recettes sur le seul périmètre de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI). Ces crédits de paiement se répartissent désormais pour 586,2 M€ en dépenses sur les projets et 143,8 M€ sur les opérations récurrentes.

I - Affectation des résultats 2022 et propositions nouvelles**1° - Budget principal****a) - Affectation des résultats 2022 et montants globaux de la décision modificative**

Le résultat de l'exercice 2022 pour la section de fonctionnement présente un excédent de 274,7 M€. Avec la reprise du solde reporté 2021 (+ 42,3 M€), l'excédent de clôture de la section s'établit à 317 M€.

En investissement, le résultat 2022 présente un excédent de 29,5 M€. Au vu du solde du résultat 2021 reporté (- 182,3 M€), la section présente un solde de clôture de - 152,8 M€.

La réglementation impose d'affecter 152,8 M€ de l'excédent de fonctionnement à la résorption de ce besoin de financement et 6 M€ à la couverture des restes à réaliser (en dépenses) constatés fin 2022 et reportés en 2023.

Au regard des propositions nouvelles, il n'est pas proposé d'affectation complémentaire à la section d'investissement. L'excédent de fonctionnement capitalisé proposé atteint donc 152,8 M€ et le résultat net de fonctionnement reporté 164,2 M€.

Affectation du résultat budget principal - Tableau n° 1 (mouvements réels et d'ordre)

Budget principal	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Solde d'exécution en fonctionnement		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		274 667 482,79
solde du résultat reporté 2021		42 308 054,22
résultat de clôture 2022		316 975 537,01
Solde d'exécution en investissement		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		29 482 805,21
solde du résultat reporté 2021 (déficit)	182 266 162,73	
résultat de clôture 2022 (déficit)	152 783 357,52	
Affectation des résultats		
résultat d'investissement reporté (001)	152 783 357,52	
excédent de fonctionnement capitalisé (1068)		152 783 357,52
résultat de fonctionnement reporté (002)		164 192 179,49

Pour ce qui concerne les propositions nouvelles de la section de fonctionnement, elles s'établissent en mouvements réels à 100 M€ en dépenses et - 17,9 M€ en recettes.

En section de d'investissement, elles atteignent 72,5 M€ en dépenses et 67,6 M€ en recettes (hors écritures d'ajustement des emprunts), dont - 10,1 M€ en dépenses et 2 M€ en recettes sur le périmètre de la PPI.

Les mouvements d'ordre liés aux écritures patrimoniales, neutres budgétairement, représentent 122 M€ en dépenses et recettes.

L'équilibre de la décision modificative s'opère par un abondement des prévisions de remboursement du montant prévisionnel du capital de la dette de 35,5 M€ au titre du budget 2023.

Décision modificative n° 1 - 2023 - Budget principal - Synthèse - Tableau n° 2 (mouvements réels et d'ordre)

Budget principal	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Fonctionnement	148 329 817,71	148 329 817,71
excédent de fonctionnement reporté		164 192 179,49
restes à réaliser en 2022 reportés en 2023	5 976 338,91	
virement à la section d'investissement	36 713 298,47	
propositions nouvelles	100 040 180,33	-17 862 361,78
mouvements intersections	5 600 000,00	2 000 000,00
Investissement	384 705 674,89	384 705 674,89
déficit de clôture de l'investissement reporté	152 783 357,52	
affectation excédent de fonctionnement reporté		152 783 357,52
virement de la section de fonctionnement		36 713 298,47
emprunts en € (écriture d'ajustement)	35 465 809,41	
propositions nouvelles dont :	72 473 283,54	67 625 794,48
<i>PPI</i>	- 10 080 000,00	2 000 000,00
<i>hors PPI</i>	82 553 283,54	65 625 794,48
mouvements intersections	2 000 000,00	5 600 000,00

Budget principal	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
opérations patrimoniales	121 983 224,42	121 983 224,42
Total	533 035 492,60	533 035 492,60

Les dépenses réelles de fonctionnement 2023 sont portées à l'issue de la décision modificative n° 1 à 2 656 M€, les recettes de cette section à 2 795,6 M€ (hors reprise de résultat). Les dépenses réelles d'investissement atteignent 1 038,8 M€ (hors reprise de résultat) et les recettes réelles d'investissement 887,8 M€. Les crédits de paiement 2023 de la PPI représentent, désormais, 638,7 M€ en dépenses et 82,1 M€ en recettes.

La décision modificative n° 1 du budget principal est arrêtée en équilibre à la somme de 533 M€.

b) - Propositions nouvelles de la décision modificative n° 1 par chapitre budgétaire

Les principales propositions de la décision modificative n° 1 sont détaillées ci-après, par chapitre, en sections de fonctionnement et d'investissement.

Il est proposé d'inscrire 23,8 M€ de charges à caractère général (chapitre 011) dont 18,2 M€ au titre du protocole de fin de contrat de délégation de service public avec Véolia. Il s'agit d'opérations de clôture du contrat dont la Métropole était titulaire, raison pour laquelle elle doit en assumer le paiement à Véolia, mais qui relèvent de la gestion de l'eau potable. Ces dépenses seront donc intégralement remboursées par Eau du Grand Lyon - la Régie (prévisions chapitre 70). Par ailleurs, les dégradations consécutives aux émeutes de fin juin nécessitent l'inscription de 2 M€ pour les réparations du patrimoine métropolitain. Enfin, les crédits alloués au transport des élèves en situation de handicap sont portés à 10,1 M€ au regard des prix des nouveaux marchés (+ 1,4 M€).

Les dispositions réglementaires en matière de majoration de la rémunération des agents de la fonction publique adoptées après le vote du budget primitif nécessitent un complément de 7,4 M€ en charges de personnel (chapitre 012). Ces mesures portent, pour l'essentiel, sur le relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique (décret n° 2023-312 du 26 avril 2023) et la revalorisation du point d'indice de + 1,5 % à compter du 1^{er} juillet (décret n° 2023-519 du 28 juin 2023). De plus, 0,4 M€ sont inscrits au titre de l'augmentation de la participation employeur à la cotisation des agents à une complémentaire santé (délibération du Conseil n° 2023-1745 du 26 juin 2023).

Au regard du produit national définitif de la TVA collecté par l'État en 2022, il convient d'inscrire 4,3 M€ au titre des régularisations négatives sur les fractions compensatoires de taxes foncières et taxes d'habitation perçues. Suite à la réforme de la fiscalité professionnelle adoptée en loi de finances initiale pour 2023, la prévision de contribution au fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises inscrite au budget primitif est annulée (- 2,9 M€ chapitre 014).

En matière d'insertion sociale et professionnelle des allocataires du revenu de solidarité active (chapitre 017), la Métropole s'est portée candidate à l'expérimentation France Travail au sein des communes de Givors et Grigny visant à renforcer les moyens d'accompagnement en coordonnant les différents acteurs (délibération du Conseil n° 2023-1726 du 26 juin 2023). Ce nouveau dispositif nécessite l'inscription de 0,7 M€ en dépenses et 0,4 M€ en recettes au titre des financements de l'État.

Il est proposé d'abonder les autres charges de gestion courante (chapitre 65) de 55,9 M€, dont 29,3 M€ pour les dépenses sociales.

Les frais de séjour liés à la protection de l'enfance et de la famille sont portés à 175,3 M€ (+ 13,4 M€) pour assurer la continuité du suivi des personnes majeures prises en charge précédemment au titre de leur minorité ainsi que des familles mises à l'abri dans le cadre du dispositif zéro remise à la rue. Cet abondement intègre l'extension des mesures du Ségur de la santé aux professionnels de la filière socio-éducative (établissements et assistants familiaux) avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2022 pour 5,9 M€.

Les programmations du fonds social européen sont réévaluées à + 4,8 M€ en dépenses et + 4,6 M€ en recettes (chapitre 74). Cette augmentation est liée au phénomène conjoncturel de chevauchement de la programmation 2018-2020 (effet accélération en fin de période) et de la programmation 2021-2027.

L'évolution de la tarification des établissements et services pour personnes en situation de handicap adoptée par délibération de la Commission permanente n° CP-2023-2141 du 27 février 2023 nécessite un abondement de 5 M€.

Les contributions versées aux budgets annexes par le budget principal sont portées

à 45,1 M€ (+ 9,1 M€).

À la demande du comptable public, 12,2 M€ sont inscrits pour les participations d'équilibre aux opérations d'aménagement concédées (chapitre 65) prévues jusqu'au budget primitif 2023 en subvention d'équipement (chapitre 204).

1,1 M€ supplémentaire est prévu pour les nouveaux marchés de restauration scolaire à compter du 1^{er} septembre 2023.

En matière de charges financières (chapitre 66), les prévisions du budget primitif sont révisées de +7,3 M€ pour tenir compte de la hausse des taux d'intérêts. Elles atteignent 40,9 M€.

Des régularisations comptables sur exercice antérieur nécessitent l'inscription de 2,7 M€ en charges spécifiques (chapitres 67).

En recettes de fonctionnement, il est proposé d'ajuster les prévisions de produits fiscaux à 1 946,1 M€ soit de - 43,4 M€ (chapitres 73 et 731).

Au vu du rythme de perception des droits de mutation à titre onéreux sur le 1^{er} semestre et des perspectives d'évolution du marché de l'immobilier, le produit prévisionnel inscrit au budget primitif est ramené à 348,4 M€ (- 71,6 M€) contre 435,4 M€ perçus en 2022 (- 20 %).

Au vu des dernières notifications des services fiscaux, le produit de cotisation foncière des entreprises (CFE) est porté à 236 M€ (+ 5,2 M€).

Au regard du taux d'évolution du produit national de TVA 2023/2022 notifié, les prévisions de fractions de TVA perçues en compensation des pertes de produits de taxe foncière et de taxe d'habitation (chapitre 73) sont portées à 485,7 M€ (- 1,7 M€) contre 466,5 M€ en 2022 (soit + 4,1 %).

Les fractions compensatoires au titre de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sont abondées de 22,9 M€ soit 340,4 M€ attendus en 2023, contre 308,5 M€ en 2022 (produit de CVAE).

Le produit de taxe de séjour attendu est révisé à 12,5 M€ (+ 1,5 M€) pour tenir compte du niveau de fréquentation touristique constaté au 1^{er} semestre.

En matière de dotations et participations attendues (chapitre 74), il est proposé d'inscrire un complément de 3,6 M€ pour la dotation globale de fonctionnement, qui s'établit désormais à 383,8 M€. Les allocations compensatrices de fiscalité locale notifiées atteignent 50,8 M€ (+ 1,8 M€) et le produit du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) attendu est porté à 6,4 M€ (+ 1 M€).

Au vu des montants notifiés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, les concours attendus sont minorés de - 10,6 M€ correspondants aux cofinancements des mesures du Ségur de la santé annoncés fin 2022 par l'État et inscrits à ce titre au budget primitif 2023, mais qui ne seront finalement pas honorés.

Au titre du programme opérationnel FEDER/FSE Rhône-Alpes 2014-2020, la Métropole bénéficie de 4,5 M€ de financement pour l'acquisition d'équipements de protection individuelle (masques et gel hydroalcoolique) en période de crise sanitaire, à destination des agents métropolitains et de la population (délibération de la Commission permanente n° CP-2023-2486 du 10 juillet 2023).

Les produits financiers attendus (chapitre 76) sont révisés à 15,1 M€ (+ 0,4 M€) contre 20,3 M€ en 2022.

En section d'investissement, les propositions nouvelles s'établissent à - 10,08 M€ en dépenses et 2 M€ en recettes, pour le périmètre de la PPI.

Les besoins pour les frais d'études et les prestations intellectuelles informatiques (chapitre 20) sont en baisse de 4,2 M€.

Au chapitre des subventions d'équipement (204), il est proposé la neutralisation de la dépense prévue pour le versement de participations d'équilibre des zones d'aménagement concerté (ZAC) Part-Dieu à Lyon 3^{ème}, la Saulaie à Oullins et Terrailon à Bron (- 10,8 M€), dorénavant imputées en section de fonctionnement (chapitre 65). Les crédits pour l'aide à l'achat de véhicules à faibles émissions, dans le cadre de l'amplification de la zone à faibles émissions, peuvent être également minorés pour tenir compte des versements instruits depuis le début de l'exercice (- 2,1 M€). Une prévision complémentaire financera les nouvelles individualisations de projets, en particulier dans le domaine du développement économique et de l'habitat (13,5 M€). L'ensemble des mouvements proposés réduit la prévision des subventions d'équipement à verser de 1 M€.

Le montant des immobilisations en cours (chapitre 21) est révisé à - 17,7 M€ compte tenu de l'ajustement des besoins estimés pour les nouvelles individualisations 2023 (- 8,9 M€), du correctif apporté à l'inscription pour le rachat d'ouvrages de la ZAC Part-Dieu (- 5 M€) remplacé par le versement d'un acompte au concessionnaire porté au débit du chapitre 27 (autres immobilisations financières), de l'échelonnement des mesures foncières du plan de prévention des risques technologiques (- 1,1 M€).

Les inscriptions pour les immobilisations en cours (chapitre 23) sont revalorisées de 4,8 M€, avec une prévision supplémentaire pour le paiement des travaux dans les collèges (10,6 M€) dont le collège Alain à Saint-Fons (9,3 M€), une majoration de la prévision pour la construction du Centre international de recherche sur le cancer (0,9 M€), l'annulation de crédits pour la ZAC Part-Dieu (- 4 M€) pour une réinscription en immobilisation financière, le réajustement des dépenses de l'exercice pour la réalisation des Voies lyonnaises (- 5,7 M€).

Concernant les créances (chapitre 27), une nouvelle prévision de 9 M€ doit permettre le versement d'acomptes au concessionnaire de la ZAC Part-Dieu en vue de rachats d'ouvrages par transfert de prévision des chapitres 21 et 23.

Un abondement de 2,8 M€ est prévu au titre des participations dans les sociétés publiques locales (chapitre 26).

Les chapitres retraçant les opérations foncières et de travaux confiées à la Métropole (45*) sont proposés en diminution de - 2,5 M€ avec le report de 5 M€ de la prévision pour l'achat de foncier pour les communes et les organismes publics de la Métropole, un complément de financement de 1,7 M€ pour les travaux d'offices réalisés pour les immeubles en péril et un supplément de 0,7 M€ pour l'opération Anneau bleu à Jonage, nécessaire à la régularisation des écritures de clôture de l'opération.

En recette, les inscriptions pour la PPI évoluent de 2 M€.

Les participations attendues (chapitre 13) sont majorées de 5,7 M€ du fait des besoins estimés pour les nouvelles individualisations de projets (9,1 M€) mais aussi, des décalages d'encaissement de certaines recettes sur les opérations en cours.

Les inscriptions pour le compte de tiers (chapitres 45*) sont révisées à - 4,8 M€ au total, dont - 5 M€ pour les participations attendues des communes et des organismes publics pour l'achat de foncier à leur bénéfice, ajustement à l'identique du chapitre de dépenses.

Les nouvelles prévisions portées par les chapitres 204, 21 et 23 en recettes correspondent à des écritures correctives sur exercices antérieurs (1,1 M€).

Hors périmètre PPI, les reversements aux communes de taxe d'aménagement sont portés à 3 M€ (+1,5 M€ chapitre 10).

Dans le cadre de la convention de gestion conclue avec Eau du Grand Lyon - la Régie, 2,6 M€ sont proposés pour régulariser les dernières écritures de fin d'exercice 2022 (chapitres 20-21-23). Ces dépenses feront l'objet d'une refacturation à la régie (prévision recette chapitre 70).

Il est proposé d'inscrire 1,5 M€ en dépenses et recettes pour des immobilisations financières (chapitre 27) afin de constater des consignations judiciaires réalisées dans le cadre d'acquisitions par voie de préemption et des créances à paiements échelonnés liées à des cessions foncières à Rillieux-la-Pape.

En matière de gestion de la dette (chapitre 16), il est proposé d'inscrire 75 M€ pour la gestion de la dette (chapitre 16), en dépenses et recettes, en vue de la mobilisation d'emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (crédits *revolving*). Les prévisions de remboursements en capital de la dette long terme sont portées à 156,5 M€ (+ 33,6 M€).

2° - Budget annexe de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés

La Métropole est compétente en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés. Cette compétence concerne l'ensemble du cycle des déchets, à savoir, en phase amont, la prévention des déchets ménagers et assimilés puis, à l'issue de leur production, leur collecte et leur traitement. Ces missions de service public administratif sont financées par des recettes propres générées par le service, les produits de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et, le cas échéant, pour le solde, par le versement d'une subvention du budget principal.

a) - Affectation des résultats 2022 et montants globaux de la décision modificative

Le résultat de l'exercice 2022 pour la section de fonctionnement présente un excédent de 4,4 M€. Avec la reprise du solde reporté 2021 (+ 1,3 M€), l'excédent de clôture de la section s'établit à 5,7 M€.

En investissement, le résultat 2022 présente un déficit de 5,2 M€. Au vu du solde du résultat 2021 reporté (+ 0,2 M€), la section présente un solde de clôture de - 5 M€.

La réglementation impose *a minima* d'affecter 5 M€ de l'excédent de fonctionnement à la résorption de ce besoin de financement.

Au regard des propositions nouvelles, il n'est pas proposé d'affectation complémentaire à la section d'investissement. L'excédent de fonctionnement capitalisé proposé atteint 5 M€ et le résultat net de fonctionnement reporté 0,7 M€.

Affectation du résultat budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés - Tableau n° 3 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe prévention gestion déchets	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Solde d'exécution en fonctionnement		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		4 402 649,80
solde du résultat reporté 2021		1 281 223,33
résultat de clôture 2022		5 683 873,13
Solde d'exécution en investissement		
résultat de l'exercice 2022 (déficit)	5 228 676,52	
solde du résultat reporté 2021 (excédent)		246 548,00
résultat de clôture 2022 (déficit)	4 982 128,52	
Affectation des résultats		
résultat d'investissement reporté (001)	4 982 128,52	
excédent de fonctionnement capitalisé (1068)		4 982 128,52
résultat de fonctionnement reporté (002)		701 744,61

Les propositions nouvelles de la section de fonctionnement s'établissent en mouvements réels à 7,9 M€ en dépenses et -1,3 M€ en recettes (hors participation du budget principal).

En section d'investissement (hors écriture d'ajustement d'emprunts), elles atteignent 20 M€ en dépenses et 23,4 M€ en recettes dont 4 M€ sur le périmètre PPI.

Les mouvements d'ordre liés aux écritures patrimoniales, neutres budgétairement, représentent 19,9 M€ en dépenses et recettes. En mouvements d'ordre intersections, les dotations aux amortissements sont révisées de + 0,1 M€ en dépenses et + 0,9 M€ en recettes.

Il est proposé d'équilibrer la décision modificative par un abondement des prévisions de remboursement du capital de la dette de 4,2 M€.

Décision modificative n° 1 - 2023 - Budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés - Synthèse - Tableau n° 4 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe prévention et gestion des déchets	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Fonctionnement	8 843 209,91	8 843 209,91
excédent de fonctionnement reporté		701 744,61
propositions nouvelles	7 933 209,91	- 1 294 778,00
participation budget principal (écriture d'ajustement)		9 371 243,30
mouvements intersections	910 000,00	65 000,00

Budget annexe prévention et gestion des déchets	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Investissement	49 162 128,52	49 162 128,52
déficit de clôture de l'investissement reporté	4 982 128,52	
affectation excédent d'exploitation reporté		4 982 128,52
emprunts en € (écriture d'ajustement)	4 245 000,00	
propositions nouvelles dont :	20 000 000,00	23 400 000,00
<i>PPI</i>		4 000 000,00
<i>hors PPI</i>	20 000 000,00	19 400 000,00
mouvements intersections	65 000,00	910 000,00
opérations patrimoniales	19 870 000,00	19 870 000,00
Total	58 005 338,43	58 005 338,43

Les mouvements réels de la section de fonctionnement 2023 sont portés à l'issue de la décision modificative n° 1 à 186,7 M€ en dépenses et 196,4 M€ en recettes. En investissement, les dépenses réelles s'établissent à 58,4 M€ et les recettes à 53 M€ (hors reprise des résultats). Les crédits de paiement 2023 de la PPI représentent, désormais, 29,8 M€ en dépenses et 10 M€ en recettes.

Ainsi, la décision modificative n° 1 du budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés est arrêtée en équilibre à la somme de 58 M€.

b) - Propositions nouvelles de la décision modificative n° 1 par chapitre budgétaire

Les principales propositions de la décision modificative n° 1 sont détaillées ci-après par chapitre, en sections de fonctionnement et d'investissement.

En dépenses de fonctionnement, il est proposé d'ajuster les prévisions de charges à caractère général (chapitre 011) de + 1 M€ pour couvrir les dépenses liées à l'inflation sur l'ensemble des marchés ainsi que les indexations des prix énergétiques.

Au vu des données du CFU 2022, les prévisions de refacturation des prestations mutualisées avec le budget principal, approuvées par délibération du Conseil n° 2022-1382 du 12 décembre 2022, sont minorées de 0,9 M€ (0,3 M€ chapitre 011 et 0,6 M€ chapitre 012).

Les nouvelles mesures réglementaires en matière de revalorisation salariale et la hausse de la participation employeur aux mutuelles santé nécessitent un complément de 0,9 M€ en charges de personnel (chapitre 012).

Les charges financières sont portées à 1 M€ (+0,5 M€).

Dans le cadre des travaux de fiabilisation des éléments d'actif de la Métropole menés conjointement avec le comptable, la constitution d'une nouvelle provision, désormais récurrente, pour compte épargne temps (CET) requiert l'inscription de 1,9 M€ (chapitre 68).

Suite aux procédures de renouvellement de marchés d'assurances infructueuses, il est proposé d'inscrire, à titre prudentiel, 3,7 M€ pour la constitution d'une provision pour risque induit par le régime d'auto-assurance pour l'usine Lyon sud (chapitre 68).

Au regard des baisses des prix de rachat des déchets issus des centres de tri et des déchetteries constatés au 1^{er} semestre et du niveau d'activité, les produits de vente (chapitre 70) sont minorés de 4,2 M€.

En matière de recettes fiscales (chapitre 731), au vu des bases prévisionnelles notifiées par les services fiscaux, le produit attendu de la TEOM est porté à 127,5 M€ (+0,3 M€).

Il est proposé d'inscrire 2,6 M€ en recettes partenariales (chapitre 74) au titre du soutien de l'entreprise à mission Citeo aux actions de tri.

À l'issue de ces propositions nouvelles, la subvention d'équilibre versée par le budget principal est ajustée à 14,6 M€ (+ 9,4 M€ en chapitre 75) pour équilibrer la section.

En investissement opérationnel, il est proposé une augmentation de la prévision de recettes de 4 M€, au chapitre 13, liée aux travaux de l'unité de traitement et valorisation énergétique Lyon nord et à la délivrance de certificat d'économie d'énergie par l'État.

Hors investissement opérationnel, au vu des données du compte financier unique 2022, le produit du FCTVA est estimé à 1,1 M€ (- 0,6 M€).

Enfin, il est proposé d'inscrire 20 M€ pour la gestion de la dette (chapitre 16), en dépenses et recettes, en vue de la mobilisation d'emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (crédits *revolving*). Les prévisions de remboursements en capital de la dette à long terme sont portées à 8,6 M€ (+ 4,2 M€).

3° - Budget annexe de l'assainissement

Le service public de l'assainissement est assuré directement par la Métropole. Cette activité, assujettie à la TVA, est retracée dans un budget annexe soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable aux services publics industriels et commerciaux.

a) - Affectation des résultats 2022 et montants globaux de la décision modificative

Le résultat de l'exercice 2022 pour la section d'exploitation présente un excédent de 1,7 M€. Avec la reprise du solde reporté 2021 de 15,9 M€, l'excédent de clôture de la section s'établit à 17,5 M€.

En investissement, avec le résultat reporté 2021 de - 0,7 M€ et au vu du déficit 2022 de 11,3 M€, la section d'investissement présente un solde de clôture de - 12 M€.

La réglementation impose *a minima* d'affecter 12 M€ de l'excédent d'exploitation à la résorption de ce besoin de financement et 0,4 M€ à la couverture des restes à réaliser (en dépenses) constatés fin 2022 et reportés en 2023. Au vu des dispositions de l'instruction budgétaire M4, il est également nécessaire d'affecter 0,02 M€ à la section d'investissement au titre des plus-values de cessions constatées en 2022.

Au regard des propositions nouvelles, il n'est pas proposé d'affectation complémentaire à la section d'investissement. L'excédent d'exploitation capitalisé proposé atteint 12 M€ et le résultat net d'exploitation reporté 5,5 M€.

Affectation du résultat budget annexe de l'assainissement - Tableau n° 5 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe de l'assainissement	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Solde d'exécution en exploitation		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		1 662 374,62
solde du résultat reporté 2021		15 852 664,77
résultat de clôture 2022		17 515 039,39
Solde d'exécution en investissement		
résultat de l'exercice 2022 (déficit)	11 314 935,69	
solde du résultat reporté 2021 (déficit)	655 136,14	
résultat de clôture 2022 (déficit)	11 970 071,83	
Affectation des résultats		
résultat d'investissement reporté (001)	11 970 071,83	
excédent d'exploitation capitalisé (1068)		11 948 671,83
plus-value de cessions constatées (1064)		21 400,00
résultat d'exploitation reporté (002)		5 544 967,56

En mouvements réels, les propositions nouvelles en section d'exploitation s'établissent à 3,7 M€ en dépenses et 1 M€ en recettes.

En section d'investissement, elles atteignent 35 M€ en dépenses, dont 10 M€ sur le périmètre PPI et 27 M€ en recettes dont 2 M€ sur le périmètre de la PPI.

Les mouvements d'ordre liés aux écritures patrimoniales, neutres budgétairement, représentent 25,1 M€. Le virement de la section d'exploitation à l'investissement est porté à 3,3 M€ (+2,5 M€).

Il est proposé d'équilibrer la décision modificative par un abondement du montant prévisionnel des nouveaux emprunts de 5,5 M€.

Décision modificative n° 1 - 2023 - Budget annexe de l'assainissement - Synthèse - Tableau n° 6 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe de l'assainissement	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Exploitation	6 584 560,56	6 584 560,56
excédent d'exploitation reporté		5 544 967,56
restes à réaliser en 2022 reportés en 2023	353 679,40	
propositions nouvelles	3 734 216,93	1 039 593,00
virement à la section d'investissement	2 496 664,23	
Investissement	72 090 071,83	72 090 071,83
déficit de clôture de l'investissement reporté	11 970 071,83	
affectation excédent d'exploitation reporté		11 948 671,83
affectation plus-values constatées en 2022		21 400,00
virement de la section d'exploitation		2 496 664,23
emprunts en € (écriture d'ajustement)		5 503 335,77
Propositions nouvelles dont :	35 000 000,00	27 000 000,00
<i>PPI</i>	<i>10 000 000,00</i>	<i>2 000 000,00</i>
<i>hors PPI</i>	<i>25 000 000,00</i>	<i>25 000 000,00</i>
opérations patrimoniales	25 120 000,00	25 120 000,00
Total	78 674 632,39	78 674 632,39

À l'issue de la décision modificative, les dépenses réelles d'exploitation 2023 sont portées à 101,7 M€ et les recettes à 128,9 M€ (hors reprise des résultats). Les dépenses réelles d'investissement atteignent 96,4 M€ (hors reprise des résultats) et les recettes 75,9 M€. Les crédits de paiement 2023 de la PPI représentent désormais 61,3 M€ en dépenses et 5,9 M€ en recettes.

La décision modificative n° 1 du budget annexe de l'assainissement est ainsi arrêtée en équilibre à la somme de 78,7 M€.

b) - Propositions nouvelles de la décision modificative n° 1 par chapitre budgétaire

Les principales propositions de la décision modificative n° 1 sont détaillées ci-après par chapitre, en sections d'exploitation et d'investissement en mouvements réels.

Au regard de l'activité des stations d'épuration sur le 1^{er} semestre, les prévisions de dépenses d'exploitation sont abondées de 0,6 M€ (chapitre 011) dont 0,4 M€ au titre des hausses des prix énergétiques.

Les nouvelles mesures réglementaires en matière de revalorisation salariale et la hausse de la participation employeur aux mutuelles santé nécessitent un complément de 0,7 M€ en charges de personnel (chapitre 012).

Au vu des données du CFU 2022, les prévisions de refacturation des prestations mutualisées avec le budget principal approuvées par délibération du Conseil n° 2022-1382 du 12 décembre 2022 sont abondées de 0,4 M€ (0,2 M€ chapitre 011 et 0,2 M€ chapitre 012).

Les charges financières sont portées à 3,6 M€ (+0,1 M€).

Des régularisations comptables sur exercice antérieur requièrent l'inscription de 0,6 M€ en autres charges sur gestion courante (chapitre 67).

Dans le cadre des travaux de fiabilisation des éléments d'actif de la Métropole menés conjointement avec le comptable, la constitution d'une nouvelle provision, désormais récurrente, pour CET requiert l'inscription de 1,5 M€ (chapitre 68).

En recettes d'exploitation, au regard des consommations d'eau constatées au 1^{er} semestre, le produit de la redevance d'assainissement est ajusté à 79,4 M€ (- 2,5 M€ chapitre 70).

En raison d'une meilleure valorisation des boues en 2022 consécutive aux travaux de mise en conformité de la station d'épuration de Saint-Fons, les recettes de primes d'épuration sont révisées de + 2,9 M€ (chapitre 74).

Il est proposé d'inscrire 1,1 M€ au titre des pénalités à percevoir liées aux indicateurs de performance des stations d'épuration (chapitre 77).

En section d'investissement, les propositions nouvelles atteignent 10 M€ en dépenses et 2 M€ en recettes sur le périmètre de la PPI.

S'agissant des dépenses d'immobilisation, la majoration des crédits des chapitres 21 (1,6 M€) et 23 (8,4 M€) permet d'abonder les opérations d'entretien du patrimoine de l'assainissement (3,4 M€) et l'attribution de financements complémentaires pour les autorisations de programme nouvelles ou complémentaires liées, notamment, aux futurs aménagements des lignes de tramways T2, T9 et T10 (3,3 M€).

En recettes, il est proposé une augmentation de 1,9 M€ (chapitre 13) en prévision, notamment, de la participation de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse aux opérations de réhabilitation de la station d'épuration de Pierre-Bénite.

Hors investissement opérationnel, il est proposé d'inscrire 25 M€ en dépenses et recettes pour la gestion active de la dette. Après le vote de la présente décision modificative, le programme d'emprunts nouveaux est ajusté à 30,1 M€ (+ 5,5 M€).

4° - Budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe (BAOURD)

Ce budget est établi selon la nomenclature M57, séparément du budget principal, pour tenir une comptabilité distincte des opérations d'aménagement réalisées directement par les services de la Métropole. Les dépenses et recettes sont assujetties à la TVA mais la gestion de la TVA est assurée, hors budget, par le comptable de la Métropole. C'est pourquoi les montants sont inscrits pour leurs valeurs hors taxe. Les terrains sont aménagés pour être revendus à des tiers et n'ont donc pas vocation à être intégrés au patrimoine métropolitain : la réglementation a ainsi prévu d'imputer, en section de fonctionnement, les dépenses et recettes correspondantes. Chaque dépense réelle de fonctionnement vient abonder le stock de terrains aménagés, sous la forme de mouvements d'ordre de transfert en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement. Le déstockage des biens intervient par des mouvements d'ordre inverses au moment de la vente des terrains aménagés.

a) - Affectation des résultats 2022 et montants globaux de la décision modificative

Le résultat de l'exercice 2022 pour la section de fonctionnement présente un excédent de 7,1 M€. Avec la reprise du solde reporté 2021 (+ 0,04 M€), l'excédent de clôture de la section s'établit à 7,1 M€.

Avec un résultat reporté 2021 de - 4,2 M€, et au vu du déficit 2022 de 2,9 M€, la section d'investissement présente un déficit de clôture de 7,1 M€.

Il est nécessaire d'affecter 7,1 M€ de l'excédent de fonctionnement à la résorption de ce déficit. L'excédent de fonctionnement capitalisé atteint 7,1 M€ et le résultat net de fonctionnement est nul.

Affectation du résultat BAOURD - Tableau n° 7 (mouvements réels et d'ordre)

BAOURD	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Solde d'exécution en fonctionnement		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		7 062 983,61
solde du résultat reporté 2021		41 685,09
résultat de clôture 2022		7 104 668,70
Solde d'exécution en investissement		

BAOURD	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
résultat de l'exercice 2022 (déficit)	2 887 936,77	
solde du résultat reporté 2021 (déficit)	4 216 731,93	
résultat de clôture 2022 (déficit)	7 104 668,70	
Affectation des résultats		
résultat d'investissement reporté (001)	7 104 668,70	
excédent de fonctionnement capitalisé (1068)		7 104 668,70
résultat de fonctionnement reporté (002)		

Les propositions nouvelles en section de fonctionnement s'établissent, en mouvements réels, à - 2 M€ en dépenses et - 1,6 M€ en recettes (hors participation du budget principal).

Les modifications des prévisions d'ordre (autre que le virement à l'investissement) concernent les mouvements des comptes de stocks de terrains (mouvements croisés intersections) pour - 2 M€.

Aussi, il est proposé d'équilibrer la décision modificative par un ajustement de la participation du budget principal de - 0,4 M€.

Décision modificative n° 1 - 2023 - BAOURD - Synthèse - Tableau n° 8 (mouvements réels et d'ordre)

BAOURD	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Fonctionnement	- 4 028 756,00	- 4 028 756,00
propositions nouvelles	- 2 014 378,00	- 1 574 826,30
participation budget principal (écriture d'ajustement)		- 439 551,70
virement à la section d'investissement	- 2 014 378,00	
mouvements intersections		- 2 014 378,00
Investissement	5 090 290,70	5 090 290,70
déficit de clôture de l'investissement reporté	7 104 668,70	
affectation excédent d'exploitation reporté		7 104 668,70
virement de la section de fonctionnement		- 2 014 378,00
mouvements intersections	- 2 014 378,00	
Total	1 061 534,70	1 061 534,70

Les dépenses et recettes réelles de fonctionnement 2023 sont portées, à l'issue de la décision modificative n° 1, à 18,2 M€.

Ainsi, la décision modificative n° 1 du BAOURD est arrêtée en équilibre à la somme de 1,1 M€.

b) - Propositions nouvelles de la décision modificative n° 1 par chapitre budgétaire

Les principales propositions de la décision modificative n° 1 sont détaillées ci-après par opération d'aménagement en section de fonctionnement.

Au vu de l'avancement des opérations d'aménagement, il est proposé de réviser les prévisions de charges à caractère général (011) ainsi que les prévisions de recettes de participations des co-financeurs (chapitre 74) de - 2 M€.

La participation du budget principal est ramenée à 4 M€ soit - 0,4 M€ (chapitre 75).

5° - Budget annexe du réseau de chaleur

Depuis le 1^{er} janvier 2015, et selon l'article L 3641-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole dispose de la compétence pour la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes situées sur son territoire.

S'agissant d'un service public local à caractère industriel et commercial, ce budget relève de l'instruction budgétaire et comptable M41, applicable aux services publics de distribution d'énergie électrique et gazière. Les dépenses d'exploitation et les investissements sont assujettis à la TVA. La TVA est gérée hors budget, par le comptable de la Métropole, les montants sont donc proposés pour leurs valeurs hors taxe.

a) - Affectation des résultats 2022 et montants globaux de la décision modificative

Le résultat de l'exercice 2022 pour la section d'exploitation présente un excédent de 0,7 M€. Avec la reprise du solde reporté 2021 de 1,4 M€, l'excédent de clôture s'établit à 2 M€.

En investissement, avec un résultat reporté 2021 de + 2,8 M€ et au vu du déficit 2022 de 0,1 M€, la section d'investissement présente un excédent de clôture de 2,7 M€.

Au regard des propositions nouvelles, il est proposé d'affecter 1,85 M€ à la section d'investissement. L'excédent de fonctionnement capitalisé proposé atteint 1,85 M€ et le résultat net de fonctionnement reporté 0,17 M€.

Affectation du résultat budget annexe du réseau de chaleur - Tableau n° 9 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe du réseau de chaleur	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Solde d'exécution en exploitation		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		661 654,67
solde du résultat reporté 2021		1 365 790,37
résultat de clôture 2022		2 027 445,04
Solde d'exécution en investissement		
résultat de l'exercice 2022 (déficit)	82 019,18	
solde du résultat reporté 2021 (excédent)		2 756 144,63
résultat de clôture 2022 (excédent)		2 674 125,45
Affectation des résultats		
résultat d'investissement reporté (001)		2 674 125,45
excédent d'exploitation capitalisé (1068)		1 854 949,83
résultat d'exploitation reporté (002)		172 495,21

En mouvements réels (hors reprise de résultat), les prévisions sont abondées de 0,2 M€ en dépenses d'exploitation (hors reprise de résultat) et de 2 M€ en dépenses et recettes d'investissement (hors PPI).

Les mouvements d'ordre liés aux écritures patrimoniales, neutres budgétairement, représentent 2 M€.

Il est proposé d'équilibrer la décision modificative par un abondement des prévisions de remboursement du capital de la dette de 4,5 M€ au titre de l'année 2023.

Décision modificative n° 1 - 2023 - Budget annexe du réseau de chaleur - Synthèse - Tableau n° 10 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe du réseau de chaleur	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Exploitation	172 495,21	172 495,21
excédent d'exploitation reporté		172 495,21
propositions nouvelles	172 495,21	

Budget annexe du réseau de chaleur	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Investissement	8 529 075,28	8 529 075,28
excédent de clôture de l'investissement reporté		2 674 125,45
affectation excédent d'exploitation reporté		1 854 949,83
emprunts en € (écriture d'ajustement)	4 529 075,28	
propositions nouvelles (hors PPI)	2 000 000,00	2 000 000,00
écritures patrimoniales	2 000 000,00	2 000 000,00
Total	8 701 570,49	8 701 570,49

Les dépenses réelles d'exploitation 2023 sont portées à l'issue de la décision modificative n° 1 à 2,8 M€, les recettes réelles à 3,5 M€ (hors reprise des résultats). En investissement, les dépenses réelles s'établissent à 7,5 M€ et les recettes à 3,9 M€ (hors reprise des résultats).

La décision modificative n° 1 du budget annexe du réseau de chaleur est arrêtée en équilibre à la somme de 8,7 M€.

b) - Propositions nouvelles de la décision modificative n° 1 par chapitre budgétaire

Les principales propositions de la décision modificative n° 1 sont détaillées ci-après par chapitre, en section d'exploitation et d'investissement.

En charges d'exploitation, au vu des données du CFU 2022, les prévisions de refacturation des prestations mutualisées avec le budget principal, approuvées par délibération du Conseil n° 2022-1382 du 12 décembre 2022, sont minorées de 0,01 M€ (chapitre 011) et de 0,02 M€ (chapitre 012).

Les charges financières sont portées à 0,55 M€ soit +0,2 M€ (chapitre 66).

En investissement (chapitre 16), il est proposé d'inscrire 2 M€ en dépenses et recettes pour la gestion active de la dette. Les prévisions de remboursements en capital de la dette sont abondées de 4,5 M€ pour atteindre 5,4 M€.

6° - Budget annexe du restaurant administratif

a) - Affectation des résultats 2022 et montants globaux de la décision modificative

Compte tenu du mode de financement du budget annexe du restaurant administratif (subvention du budget principal calculée de façon à équilibrer ce budget sans créer d'autofinancement), le résultat de clôture 2022 est nul et ne donne pas lieu à affectation de résultat.

Affectation du résultat budget annexe restaurant administratif - Tableau n° 11 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe restaurant administratif	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Solde d'exécution en fonctionnement		
résultat de l'exercice 2022 (déficit)	3 731,25	
solde du résultat reporté 2021		
résultat de clôture 2022	3 731,25	
Solde d'exécution en investissement		
résultat de l'exercice 2022 (excédent)		3 731,25
solde du résultat reporté 2021		
résultat de clôture 2022 (excédent)		3 731,25
Affectation des résultats		
résultat d'investissement reporté (001)		3 731,25

Budget annexe restaurant administratif	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
résultat de fonctionnement reporté (002)	3 731,25	

Décision modificative n° 1 - 2023 - Budget annexe du restaurant administratif - Synthèse - Tableau n° 12 (mouvements réels et d'ordre)

Budget annexe du restaurant administratif	Dépenses (en €)	Recettes (en €)
Fonctionnement	158 652,61	158 652,61
déficit de clôture de fonctionnement reporté	3 731,25	
propositions nouvelles	154 921,36	
participation budget principal (écriture d'ajustement)		158 652,61
Investissement	80 000,00	80 000,00
excédent de clôture de l'investissement reporté		3 731,25
propositions nouvelles (PPI)	80 000,00	
participation budget principal (écriture d'ajustement)		76 268,75
Total	238 652,61	238 652,61

Les dépenses réelles de fonctionnement 2023 sont portées, à l'issue de la décision modificative n° 1, à 3 435 815,09 €, les recettes de cette section à 3 485 815,09 €. Les dépenses réelles d'investissement atteignent 180 000 € (périmètre PPI) et les recettes réelles d'investissement 126 268,75 €.

Ainsi, la décision modificative n° 1 du budget annexe du restaurant administratif est arrêtée en équilibre à la somme de 238 652,61 €.

b) - Propositions nouvelles de la décision modificative n° 1 par chapitre budgétaire

En fonctionnement, les charges générales sont abondées de 39 600 € (chapitre 011) dont 20 000 € pour l'accompagnement des personnels en situation de handicap.

Les nouvelles mesures réglementaires en matière de revalorisation salariale et la hausse de la participation employeur aux mutuelles santé nécessitent un complément de 45 740 € en charges de personnel (chapitre 012).

Dans le cadre des travaux de fiabilisation des éléments d'actif de la Métropole menés conjointement avec le comptable, la constitution d'une nouvelle provision, désormais récurrente, pour CET requiert l'inscription de 69 581,36 € (chapitre 68).

En investissement, les crédits de paiement du périmètre PPI sont réévalués de 80 000 € (chapitre 23) pour financer la création d'un local linge (vêtements de travail du personnel du restaurant).

Pour financer ces charges nouvelles, les participations d'équilibre versées par le budget principal sont portées à 2 766 207,61 € (+ 158 652,61 € chapitre 75) en fonctionnement et 126 268,75 € en investissement (+ 76 268,75 € chapitre 13).

II - Révision des autorisations de programme et d'engagement

Les autorisations de programme et d'engagement déterminent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses pluriannuelles. Le montant des autorisations de programme et d'engagement peut être révisé à chaque étape budgétaire. Les crédits de paiement fixent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme et d'engagement correspondantes (article L 3661-7 du CGCT).

Les montants d'autorisations de programme adoptés en étape budgétaire sont ensuite affectés par délibération (Commission permanente ou Conseil de la Métropole) à des projets, études ou opérations récurrentes.

1° - Les autorisations de programme nouvelles ouvertes en 2023

Par délibération du Conseil n° 2023-1505 du 23 janvier 2023, la Métropole a fixé le montant de l'autorisation budgétaire des autorisations de programme de dépenses nouvelles, à lancer au cours de l'exercice, à 1 040 M€ répartis de la manière suivante :

- 904,8 M€ pour les projets, dont 807,4 M€ pour le budget principal,
- 135,2 M€ pour les opérations récurrentes, dont 102,4 M€ pour le budget principal.

Le montant global des autorisations de programme nouvelles de dépenses est maintenu mais réparti différemment compte tenu, notamment, des nouveaux besoins recensés dans les budgets annexes. Il est désormais attribué comme suit :

- 901,6 M€ pour les projets, dont 723,1 M€ pour le budget principal,
- 138,4 M€ pour les opérations récurrentes, dont 104,7 M€ pour le budget principal.

En matière d'autorisations de programme nouvelles de recettes, le montant global prévu au budget primitif doit être revu et porté à 165 M€.

Les révisions d'autorisations de programme nouvelles 2023 proposées par budget, en dépenses et en recettes, s'établissent comme suit :

Autorisations de programme nouvelles	Budget primitif 2023 (en €)		Budget prévu 2023 après vote de la décision modificative (en €)	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
budget principal	909 890 654	73 730 700	827 810 654	146 230 700
budget annexe de l'assainissement	103 949 346	2 425 000	177 949 346	4 925 000
budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés	26 013 000	11 844 300	34 013 000	13 844 300
budget annexe restaurant administratif	110 000	0	190 000	0
budget annexe réseau de chaleur	37 000	0	37 000	0
Total	1 040 000 000	88 000 000	1 040 000 000	165 000 000

2° - Les autorisations d'engagement nouvelles ouvertes en 2023

À la demande du comptable public, il est proposé d'inscrire 100,1 M€ d'autorisations d'engagement nouvelles en dépenses au titre des participations d'équilibre aux opérations d'aménagement concédées prévues jusqu'alors en autorisation de programme.

En matière d'insertion et d'emploi, la mise en œuvre de l'expérimentation France Travail, au sein des communes de Givors et Grigny visant à renforcer les moyens d'accompagnement en coordonnant les différents acteurs, nécessite l'ouverture d'une autorisation d'engagement nouvelle de 1,4 M€ en dépenses et 1,8 M€ en recettes (délibération du Conseil n° 2023-1726 du 26 juin 2023).

La poursuite des actions engagées dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain destinées à améliorer l'habitat, promouvoir la mixité sociale et désenclaver les quartiers en difficulté requiert un complément de 0,1 M€ d'autorisation d'engagement de recettes.

Au vu du planning prévisionnel d'individualisations 2023, des nouveaux projets d'aménagement réalisés en régie directe, les dépenses sont portées à 148,2 M€ (+ 125,3 M€) et les recettes à 72,5 M€ (+ 30,3 M€).

À l'issue des révisions d'autorisations d'engagement nouvelles 2023 proposées par budget, en dépenses et en recettes, les prévisions pluriannuelles établies initialement au budget primitif s'établiraient comme suit :

Autorisations d'engagement nouvelles	Budget primitif 2023 (en €)		Budget prévu 2023 après vote de la décision modificative (en €)	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
budget principal	52 951 740,00	1 267 723,00	151 821 088,78	3 179 723,00
BAOURD	22 876 647,91	42 210 742,78	148 178 146,10	72 546 877,00
Total	75 828 387,91	43 478 465,78	299 999 234,88	75 726 600,00

III - Régularisations sur exercices antérieurs relatives aux immobilisations

Dans le cadre de travaux de fiabilisation de l'actif immobilisé de la Métropole engagés avec la trésorerie, il convient de régulariser des écritures passées à tort ou non passées sur les exercices antérieurs. Ces corrections sont sans impact sur les résultats des sections de fonctionnement et d'investissement, car elles relèvent d'opérations d'ordre non budgétaires. L'état de l'actif sera donc revu pour les biens amortissables en collaboration avec le comptable public et les plans d'amortissement recalculés selon le tableau annexé à la présente délibération.

1° - Régularisations des participations d'équilibre des ZAC au budget principal

Dans le cadre du changement de méthode comptable en matière de participation à l'équilibre des ZAC concédées, il convient de régulariser les participations liquidées en subventions d'équipement versées ainsi que les amortissements antérieurs constatés à tort. Considérant dorénavant ces participations en charge d'intervention (comptes 657) et conformément aux dispositions de l'instruction comptable M57 relatives aux corrections d'erreurs sur exercices clos, il est proposé de régulariser comptablement les participations versées et amortissements par opérations d'ordre non budgétaires comme suit :

- régularisation des participations d'équilibre des ZAC : débit du compte d'excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068) de 125 100 000 €, en contrepartie du crédit des comptes de subventions d'équipement versées (comptes 204),

- régularisation des amortissements antérieurs constatés sur les participations d'équilibre des ZAC : crédit du compte d'excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068) de 8 131 662 €, en contrepartie du débit des comptes d'amortissements des subventions d'équipement versées (comptes 2804).

2° - Autres régularisations d'amortissements antérieurs constatés

Il est proposé de créditer le compte d'excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068) de 210 904 €, en contrepartie du débit des comptes d'amortissements des subventions d'équipement versées (comptes 2804).

3° - Constitution provision initiale pour CET au budget principal

Par délibération distincte, il est proposé d'approuver le principe de constitution de provisions pour CET par opération réelle semi-budgétaire pour l'ensemble des budgets à compter de 2023. Concernant le budget principal, l'instruction budgétaire M57 prévoit que cette dotation initiale fasse l'objet d'une opération d'ordre non budgétaire, assimilable à une correction d'erreur sur exercices antérieurs. En accord avec le comptable public et sur la base de l'état des jours CET épargnés au 31 janvier 2023, il est proposé de constituer cette provision initiale comme suit :

- débit du compte d'excédents de fonctionnement capitalisé (compte 1068) de 20 203 230,16 €, en contrepartie du compte de provisions pour CET (compte 1541) ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

DELIBERE

1° - Reporte les résultats antérieurs, conformément aux écritures du comptable public, des budgets de la Métropole :

- en excédent de fonctionnement :

- . 316 975 537,01 € pour le budget principal,
- . 5 683 873,13 € pour le budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés,
- . 17 515 039,39 € pour le budget annexe de l'assainissement,
- . 7 104 668,70 € pour le BAOURD,
- . 2 027 445,04 € pour le budget annexe du réseau de chaleur ;

- en déficit de fonctionnement :

- . 3 731,25 € pour le budget annexe du restaurant administratif ;

- en déficit d'investissement :

- . 152 783 357,52 € pour le budget principal,
- . 4 982 128,52 € pour le budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés,
- . 11 970 071,83 € pour le budget annexe de l'assainissement,
- . 7 104 668,70 € pour le BAOURD ;

- en excédent d'investissement :

- . 2 674 125,45 € pour le budget annexe du réseau de chaleur,
- . 3 731,25 € pour le budget annexe du restaurant administratif.

2° - Affecte :

- 152 783 357,52 € sur les 316 975 537,01 € de l'excédent cumulé de fonctionnement constaté au CFU 2022 du budget principal à la section d'investissement,

- 4 982 128,52 € sur les 5 683 873,13 € de l'excédent cumulé de fonctionnement constaté au CFU 2022 du budget annexe de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés à la section d'investissement,

- 11 970 071,83 € sur les 17 515 039,39 € de l'excédent cumulé d'exploitation constaté au CFU 2022 du budget annexe de l'assainissement à la section d'investissement,

- 7 104 668,70 € d'excédent cumulé de fonctionnement constaté au CFU administratif 2022 du BAOURD à la section d'investissement,

- 1 854 949,83 € sur les 2 027 445,04 € de l'excédent cumulé d'exploitation constaté au CFU 2022 du budget annexe du réseau de chaleur à la section d'investissement,

3° - Décide :

a) - la mise à jour, par propositions nouvelles, au titre de l'année 2023 des prévisions budgétaires par chapitre, selon les maquettes réglementaires jointes à la présente délibération,

b) - la révision des autorisations de programme nouvelles de projets 2023 en dépenses et en recettes comme suit :

- budget principal :

- . dépenses : - 84 316 700,00 €,
- . recettes : 72 452 249,52 € ;

- budget annexe de l'assainissement :

- . dépenses : 73 001 000 €,
- . recettes : 2 350 000 € ;

- budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés :

. dépenses : 8 177 000 €,
. recettes : 1 988 000 €;

c) - la révision des autorisations de programme récurrentes 2023 pour les budgets concernés, ci-après détaillée en annexe n°1, comme suit :

- budget principal :

. dépenses : 2 236 700,00 €,
. recettes : 47 750,48 €;

- budget annexe de l'assainissement :

. dépenses : 999 000 €,
. recettes : 150 000 €;

- budget annexe du restaurant administratif :

. dépenses : 80 000 €;

- budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés :

. dépenses : - 177 000 €,
. recettes : 12 000 €;

d) - la révision des autorisations d'engagement globales nouvelles 2023 en dépenses et en recettes comme suit :

- budget principal :

. dépenses : 98 869 348,78 €,
. recettes : 1 912 000,00 €;

- BAOURD :

. dépenses : 125 301 498,19 €,
. recettes : 30 336 134,22 €.

4° - Approuve la décision modificative n° 1 pour 2023 arrêtée en conséquence à la somme de :

- 533 035 492,60 € pour le budget principal,
- 58 005 338,43 € pour le budget annexe prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés,
- 78 674 632,39 € pour le budget annexe de l'assainissement,
- 1 061 534,70 € pour le BAOURD,
- 8 701 570,49 € pour le budget annexe du réseau de chaleur,
- 238 652,61 € pour le budget annexe du restaurant administratif.

5° - Précise qu'à l'égard du comptable public, cette approbation porte sur les montants par chapitre dans chacune des sections, le budget principal, les budget annexes de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, des opérations d'urbanisme en régie directe et du restaurant administratif étant votés selon la nomenclature budgétaire M57 par nature, le budget annexe de l'assainissement étant voté selon la nomenclature budgétaire M49, le budget annexe du réseau de chaleur étant voté selon la nomenclature budgétaire M41.

6° - Approuve les opérations d'ordre non budgétaires à effectuer au budget principal par le Comptable public pour correction d'erreurs sur exercices antérieurs, ayant eu un impact sur la balance au 31 décembre 2022, mais sans impact sur les résultats des sections de fonctionnement ou d'investissement détaillées en annexe 2 comme suit :

- le compte 1068 sera débité de 125 100 000 €, en contrepartie du crédit des comptes de subventions (compte 204) présentés en annexe pour procéder à la régularisation de la comptabilisation des participations d'équilibre des ZAC,

- le compte 1068 sera crédité de 8 131 662 €, en contrepartie du débit des comptes d'amortissements des immobilisations (comptes 2804) pour procéder à la régularisation d'amortissements des participations d'équilibre de ZAC antérieurs passés à tort,

- le compte 1068 sera crédité de 210 904 €, en contrepartie du débit du compte d'amortissement des immobilisations (compte 280422) pour procéder à la régularisation d'amortissements antérieurs passés à tort,

- le compte 1068 sera débité de 20 203 230,16 €, en contrepartie du crédit du compte de provision pour épargne temps (compte 1541) pour procéder à la constitution initiale de provision.

- le compte 1068 sera crédité de 43 690 €, en contrepartie du débit du compte d'amortissement des immeubles de rapport (compte 281321) pour procéder à la régularisation d'amortissements passés à tort,

- le compte 1021 sera crédité de 363 425 € en contrepartie du débit des comptes d'immobilisations (comptes de classe 2) présentés en annexe pour procéder à la régularisation de fiches d'immobilisations rentrées à l'inventaire et l'actif,

- le compte 1068 sera débité de 237 €, en contrepartie du crédit des comptes d'amortissements des immobilisations (compte 28) présentés en annexe pour procéder au rattrapage d'amortissements non réalisés sur les immobilisations,

- le compte 1068 sera crédité de 20 600 €, en contrepartie du compte neutralisation des amortissements (compte 198) présenté en annexe pour procéder à la régularisation des amortissements des aides Covid non effectuée.

Le solde d'ouverture de l'exercice 2023 sera ajusté pour les éléments concernés de l'actif, du passif et des fonds propres de l'effet cumulé de la correction d'erreur sur les exercices antérieurs.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Publié le : 28 septembre 2023

Date de télétransmission : Date de réception préfecture : 27 septembre 2023
--